



**DOMAINE
DE CHAALIS**
INSTITUT DE FRANCE

Janvier 2026

RÉGLEMENT DE LA CONSULTATION

Nom de la personne publique	INSTITUT DE FRANCE 23, quai de Conti 75006 Paris
Représentant du pouvoir adjudicateur et ordonnateur	Le Chancelier de l'Institut de France
Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R2191-59 du Code de la commande publique	Le Chancelier de l'Institut de France
Comptable assignataire des paiements	Le comptable public, Receveur des Fondations
Mode de consultation	PROCEDURE ADAPTÉE des articles L.2123-1 et R.2123-1, 4 et 5 du Code de la commande publique

TRAVAUX DE SCENOGRAPHIE DU CHATEAU DE CHAALIS DANS LE CADRE DE LA REFONTE DU PARCOURS PERMANENT

Domaine de Chaalis – 60300 – Fontaine-Chaalis
N° marché : M26/6-007

Lot 1 – Textiles / Rideaux
Lot 2 – Textiles / Moquettes
Lot 3 – Agencement scénographique
Lot 4 – Signalétique
Lot 5 – Éclairage

DATE LIMITE DE REMISE DES PLIS	10 avril 2026 à 16 heures
VISITE OBLIGATOIRE DU SITE	Cf. Article 6 du présent document

Table des matières

ARTICLE 1 ^{er} : OBJET ET ÉTENDUE DE LA CONSULTATION	4
1.1 <i>Objet de la consultation</i>	4
1.2 <i>Allotissement</i>	4
1.3 <i>Tranches</i>	4
1.4 <i>Calendrier prévisionnel d'exécution</i>	4
1.5 <i>Durée du marché et délais d'exécution</i>	5
1.6 <i>Pouvoir adjudicateur</i>	5
1.7 <i>Assistance à Maîtrise d'ouvrage</i>	5
1.8 <i>Contrôle technique</i>	5
1.9 <i>Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS)</i>	5
1.10 <i>Ordonnancement, pilotage et coordination (OPC)</i>	5
ARTICLE 2 : PROCÉDURE DE PASSATION ET FORME DU MARCHÉ	6
2.1 <i>Modalités (procédure) de passation</i>	6
2.2 <i>Forme du marché</i>	6
2.3 <i>CCAG applicable</i>	6
ARTICLE 3 : CARACTÉRISTIQUES DE LA CONSULTATION	6
3.1 <i>Principes régissant la consultation</i>	6
3.2 <i>Conditions de participation des concurrents</i>	6
3.3 <i>Accès des candidats à la consultation</i>	7
3.4 <i>Marché de prestations similaires</i>	7
ARTICLE 4 : VARIANTES - PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES - OPTIONS	7
4.1 <i>Variantes facultatives ou obligatoires</i>	7
4.2 <i>Prestations supplémentaires éventuelles – PSE obligatoire</i>	7
4.3 <i>Options</i>	7
ARTICLE 5 : COMPOSITION DU DCE ET MODALITÉS DE RETRAIT	8
5.1 <i>Contenu du dossier de consultation des entreprises (DCE)</i>	8
5.2 <i>Modifications de détail apportées au DCE et demande de renseignements complémentaires des candidats</i>	8
5.3 <i>Modalités de retrait du DCE</i>	8
ARTICLE 6 : VISITE OBLIGATOIRE DU SITE	9
ARTICLE 7 : CONVENTION DE PREUVE	10
ARTICLE 8 : SOUS-TRAITANCE	10
8.1 <i>Obligations du candidat</i>	10
8.2 <i>Obligations du sous-traitant</i>	10

ARTICLE 9 : DOCUMENTS À PRODUIRE PAR LES CANDIDATS.....	10
9.1 <i>Date limite de réception des offres</i>	10
9.2 <i>Remise des candidatures et des offres par voie électronique</i>	10
9.3 <i>Signataire</i>	11
9.4 <i>Présentation des candidatures (commun à tous les lots)</i>	11
9.5 <i>Interdictions de soumissionner</i>	12
9.6 <i>Documents relatifs à l'offre (commun à tous les lots)</i>	12
ARTICLE 10 : MODALITÉS DE REMISE DES PLIS.....	13
ARTICLE 11 : SÉLECTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	14
11.1 <i>Sélection des candidatures (commun à tous les lots)</i>	14
11.2 <i>Délai de validité des offres (commun à tous les lots)</i>	14
11.3 <i>Critères de jugement des offres (commun à tous les lots)</i>	14
11.4 <i>Classement des offres</i>	16
11.5 <i>Négociation</i>	16
ARTICLE 12 : ATTRIBUTION DU MARCHE PUBLIC	17
ARTICLE 13 : PROCÉDURES DE RECOURS.....	18
<i>Fin du document</i>	18

AVERTISSEMENT

*Le dépôt de l'offre **engage** le candidat sur la sincérité des documents, la véracité et la complétude des informations. L'offre déposée **engage toutes les sociétés** qui y sont désignées, à savoir le candidat, ses éventuels cotraitants et ses (leurs) éventuels sous-traitants.*

L'offre est de ce fait réputée avoir eu l'aval d'une personne habilitée à engager la ou les sociétés candidates, laquelle personne sera amenée, en cas d'attribution, à signer les éléments constitutifs de l'offre.

ARTICLE 1^{er} : OBJET ET ÉTENDUE DE LA CONSULTATION

1.1 Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet les travaux de scénographie du château de Chaalis dans le cadre de la refonte du parcours permanent.

1.2 Allotissement

Le présent marché est décomposé en cinq (5) lots comme suit :

- Lot 1 : Textiles / Rideaux
- Lot 2 : Textiles / Moquettes
- Lot 3 : Agencement scénographique
- Lot 4 : Signalétique
- Lot 5 : Éclairage

Chaque lot donne lieu à la conclusion d'un marché. Le candidat peut remettre une offre pour un ou plusieurs lots.

Ainsi, les stipulations du présent RC commun à tous les lots sont applicables à chacun des lots sauf dérogation expresse prévue dans les articles du présent document.

Codes CPV :

Nature du marché : Marché de travaux

Nomenclature principale (cpv) : 92521100 Services d'exposition dans les musées (prestations de scénographie)

- Lot 1 : Textiles/ Rideaux et Lot 2 : Textiles / Moquettes

Nomenclature supplémentaire (cpv) : 45451000 Travaux de décoration

Nomenclature supplémentaire (cpv) : 39200000 Aménagements

Nomenclature supplémentaire (cpv) : 45421000 Travaux de menuiserie

- Lot 3 Agencement scénographique

44115800-7 Aménagements intérieurs de bâtiment

39200000-4 Aménagements

- Lot 4 Signalétique – Graphisme d'exposition

79810000-5 Services d'impression

79800000-2 Services d'impression et services connexes

- Lot 5 Eclairage scénographique

31520000-7 Lampes et appareils d'éclairage

1.3 Tranches

Le présent marché ne fait pas l'objet d'un fractionnement en tranches au sens des articles R. 2113-4 à R.2113-6 du Code de la commande publique.

1.4 Calendrier prévisionnel d'exécution

Un calendrier prévisionnel d'exécution de l'ensemble des travaux (sur l'ensemble des lots) est joint au

Règlement de la consultation
Travaux de scénographie - Chaalis

dossier de consultation des entreprises (DCE) publié en cours de procédure (consultation) à l'attention des candidats. Ce calendrier est donné à titre indicatif.

1.5 Durée du marché et délais d'exécution

Le marché est conclu à compter de sa date de notification jusqu'à la date de fin des garanties contractuelles.

Le marché contient une période de préparation (pour tous les lots) fixée à vingt (20) semaines maximum de préparation soit cinq (5) mois (par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux) à compter de la notification du marché.

La durée prévisionnelle de chantier (tous les lots compris) est de cinq (5) à sept (7) mois, hors période de préparation de chantier et de réception des travaux. La durée totale de l'opération est de dix (10) à douze (12) mois.

Les délais et jalons prévisionnels de réalisation des prestations sont indiqués dans le calendrier prévisionnel joint au DCE. Le délai imparti à la réalisation des travaux est le cas échéant précisé au CCTP du marché.

Les délais d'exécution des prestations, à compter du terme de la période de préparation du marché seront définis dans le calendrier détaillé d'exécution dans les conditions de l'article 8 du CCAP.

1.6 Pouvoir adjudicateur

Le maître d'ouvrage, organisateur de la consultation, est l'Institut de France – Fondation Jacquemart-André.

L'Institut de France est une personne morale de droit public à statut particulier placée sous la protection du Président de la République (loi de programme n°2006-450 du 18 avril 2006 pour la recherche).

Il est représenté par Monsieur Xavier Darcos, Chancelier.

Siège de l'Institut : 23, quai de Conti 75006 PARIS.

Le Chancelier de l'Institut de France est ordonnateur des dépenses et personne responsable du marché.

Le suivi d'opération est assuré par le Service Monuments et Collections de l'Institut de France.

1.7 Assistance à Maîtrise d'ouvrage

L'Assistance à maîtrise d'ouvrage exécutant les mission de Maîtrise d'œuvre est assurée par le groupement conjoint dont le mandataire est solidaire :

STUDIO VASTE SAS

chaalis2027@studiovaste.com pour la scénographie et les textiles

ATELIER PING PONG

bonjour@atelier-ping-pong.com pour le graphisme

AURA STUDIO

mathilde@aurastudio.fr et julia@aurastudio.fr pour la lumière

1.8 Contrôle technique

Le bureau de contrôle est :

SOCOTEC CONSTRUCTION

Centralis.cnc@socotec.com

06 35 82 38 33

1.9 Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS)

Le coordonnateur est :

COBAT-COPREV

com@cobat-coprev.fr

1.10 Ordonnancement, pilotage et coordination (OPC)

Une mission d'OPC est prévue pour l'opération. Les coordonnées de l'OPC seront transmises par le maître d'ouvrage aux titulaires des lots à l'issue de leur notification. Il supervisera et gèrera les plannings des entreprises des opérations de travaux et du chantier des collections qui auront lieu sur la même période de travaux.

ARTICLE 2 : PROCÉDURE DE PASSATION ET FORME DU MARCHÉ

2.1 Modalités (procédure) de passation

Le présent marché est passé sous la forme d'une procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1, 4 et 5 du Code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'organiser ou de ne pas organiser une phase de négociation avec les candidats conformément aux dispositions de l'article R.2123-5 du Code de la commande publique et de l'article 11.5 du présent règlement de consultation.

2.2 Forme du marché

Il s'agit d'un marché ordinaire passé à prix global et forfaitaire. Cette forme s'applique à chaque lot.

2.3 CCAG applicable

Le présent marché est soumis, pour son exécution, au cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de travaux pris par arrêté du 30 mars 2021.

ARTICLE 3 : CARACTÉRISTIQUES DE LA CONSULTATION

3.1 Principes régissant la consultation

La consultation est régie par les principes suivants :

- Liberté d'accès à la commande publique ;
- Égalité de traitement des candidats : à ce titre, les candidats bénéficient du même niveau d'information et la personne publique ne donnera pas à certains candidats des informations susceptibles de les avantager par rapport à d'autres ;
- Respect du secret des affaires ;
- Objectivité et transparence des procédures ;
- Droit à un recours effectif.

3.2 Conditions de participation des concurrents

L'offre présentée par le candidat individuel ou le groupement, devra indiquer tous les éventuels sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 Euros T.T.C.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

Aucune forme de groupement n'est imposée par l'Institut de France au stade de la remise des offres.

Toutefois, si le candidat se présente sous la forme d'un groupement conjoint, le mandataire doit être solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement, pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur, conformément à l'article R. 2142-24 du code de la commande publique.

Le mandataire du groupement, désigné parmi les membres du groupement, représente l'ensemble des membres vis-à-vis de l'Institut de France et coordonne leurs prestations pendant toute la durée d'exécution du marché.

3.3 Accès des candidats à la consultation

Le pouvoir adjudicateur ne retient que les interdictions de soumissionner obligatoires et générales prévues aux articles L.2141-1 à 11 du code de la commande publique.

Lorsqu'un soumissionnaire est en situation d'interdiction obligatoire de soumissionner il est exclu de la procédure.

3.4 Marché de prestations similaires

En application de l'article R2122-7 et de l'article R2194-1 du code de la commande publique, le Maître d'ouvrage se réserve le droit de conclure un ou plusieurs marchés négociés sans publicité et sans mise en concurrence préalables en vue de réaliser des prestations similaires à celles qui ont été confiées au Titulaire.

ARTICLE 4 : VARIANTES - PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES - OPTIONS

4.1 Variantes facultatives ou obligatoires

Le marché ne propose pas de variantes.

4.2 Prestations supplémentaires éventuelles – PSE obligatoire

Les lots 1, 2, 3 et 4 ne comprennent pas de prestations supplémentaires éventuelles (PSE).

Le lot n° 5 comprend une PSE concernant une extension de garantie de deux (2) années de plus.

Cette PSE est définie dans le CCTP et dans la DPGF du lot 5.

La PSE sont obligatoirement chiffrée par le candidat dans sa DPGF.

L'Institut de France se réserve le droit de retenir ou non cette PSE à l'issue de l'analyse des offres. Le titulaire sera informé de cette décision dans le courrier d'attribution et au plus tard par la notification du marché (dans l'acte d'engagement).

Dans la mesure où l'Institut de France retient la PSE, le titulaire devra l'exécuter pendant la durée du marché et conformément au délai d'exécution.

4.3 Options

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, la consultation comporte des options décrites dans les CCTP et dans les DPGF correspondantes.

- Les options sont comprises dans le lot 1 – Textiles / Rideaux
- Les options sont comprises dans le lot 2 – Textiles / Moquettes
- Les options sont comprises dans le lot 3 – Agencement scénographique
- Les options sont comprises dans le lot 5 – Éclairage

Les montants de ces options sont obligatoirement précisés dans les DPGF remises dans les offres des titulaires des lots et prises en compte dans les prix mentionnés aux actes d'engagement et dans l'analyse des offres.

L'Institut de France se réserve le droit de lever ou non chacune des options lors de l'exécution du marché.

Si l'Institut de France décide de les retenir, elles seront notifiées au titulaire de chaque lot par avenant, au cours de l'exécution du marché. Si l'Institut de France ne retient pas les options, les prestations afférentes ne feront pas l'objet d'avenant et ne seront pas exécutées.

Par ailleurs, il ne sera pas versée d'indemnisation aux titulaires des lots en cas d'absence d'exécution des options.

ARTICLE 5 : COMPOSITION DU DCE ET MODALITÉS DE RETRAIT

5.1 Contenu du dossier de consultation des entreprises (DCE)

Le dossier de consultation du présent marché contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (R.C.) ;
- Les actes d'engagement (A.E.) correspondants aux cinq (5) lots ;
- Les DPGF correspondants aux cinq (5) lots avec l'offre de base, les options et PSE le cas échéant ;
- Le CCAP commun à tous les lots et ses annexes ;
- L'annexe 1 du CCAP relative aux données personnelles ;
- Le CCTP propre à chaque lot et ses annexes (pièces graphiques) ;
- Les pièces graphiques (carnet de pièces graphiques commun pour les lots 1, 2 et 3 ; individuel pour le lot 4 ; individuel pour le lot 5) ;
- Les formulaires DC1 et DC2 ;
- Le formulaire DC4 le cas échéant ;
- Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux ;
- L'attestation de visite de site ;
- Le cadre de mémoire technique (CMT) ;
- Le rapport diagnostic amiante et plomb avant travaux ;
- Le Rapport Initial de Contrôle Technique - RICT (sera communiqué ultérieurement) ;
- Le Plan général de coordination - (PGC) (sera communiqué ultérieurement) ;

5.2 Modifications de détail apportées au DCE et demande de renseignements complémentaires des candidats

La personne publique se réserve le droit d'apporter au plus tard **le 1^{er} avril 2026**, des modifications de détail au dossier de consultation des entreprises. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant le délai de remise des offres, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Toute demande de renseignement complémentaire, quelle qu'en soit son caractère, doit être faite via la plateforme : www.marches-publics.gouv.fr **au plus tard le 24 mars 2026**.

Seules les demandes parvenues **au plus tard à la date susmentionnée** feront l'objet d'une réponse de la part du pouvoir adjudicateur.

Les réponses sont transmises à toutes les sociétés ayant téléchargé le DCE via le profil acheteur et s'étant identifiées au préalable au plus tard le **1^{er} avril 2026**.

5.3 Modalités de retrait du DCE

Le dossier de consultation est dématérialisé.

Les candidats pourront télécharger les documents dématérialisés du dossier de consultation, les documents et renseignements complémentaires, ainsi que l'avis d'appel public à la concurrence via le site internet : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

Les délais indiqués ci-dessus ne concernent pas les demandes liées à la transmission dématérialisée des offres sur le site www.marche-public.gouv.fr. À tout moment, et jusqu'à la date et heure limites de dépôt des offres, les candidats peuvent interroger le support de la plate-forme PLACE pour être accompagnés dans le dépôt et la signature de leur offre.

Règlement de la consultation
Travaux de scénographie - Chaalis

Un guide d'utilisation à destination des entreprises est disponible sur le site dans l'onglet « aide ».

En cas de difficultés, il est possible de contacter le support « clients » via le lien suivant : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise/aide/assistance-telephonique>.

L'espace "FAQ et support en ligne" permet de consulter les réponses aux questions les plus fréquemment posées sur la plateforme. Il est possible de faire une demande d'assistance en ligne via le lien suivant : <https://www.marches-publics.gouv.fr/faq/?token=73c9d908-627f-4819-99aa-b2d0f3e91eb2>

ARTICLE 6 : VISITE OBLIGATOIRE DU SITE

Ces visites permettront de prendre compte des difficultés relatives au bâtiment ainsi que de faire un état des lieux des différentes interventions et actions à faire afin que le chiffrage soit le plus précis possible.

Les candidats souhaitant remettre une offre devront participer à la visite de site qui est **obligatoire**.

Elle aura lieu sur RDV uniquement.

Les visites pourront se tenir à compter du 9 mars 2026 jusqu'au 20 mars 2026

Il est impératif de prendre rendez-vous, par courriel, auprès de :

- Madame Ana Lezan, assistante de conservation, à l'Institut de France

En copie :

- Madame Anne-Claire de Poulpiquet, conservateur des collections, à l'Institut de France,
- L'AMO exécutant les missions de Maîtrise d'œuvre.

Aux adresses suivantes :

ana.lezan@institutdefrance.fr
anne-claire.depoulpiquet@institutdefrance.fr
Chaaalis2027@studiovaste.com,
bonjour@atelier-ping-pong.com,
mathilde@aurastudio.fr

Selon les disponibilités de chacun, les visites pourront être groupées ou individuelles au regard du fait que plusieurs candidats ou un seul se positionne(nt) sur un même créneau horaire convenu avec l'Institut de France et son assistant à maîtrise d'ouvrage.

Les conditions suivantes relatives aux visites s'appliquent à tous les candidats en visite groupée ou individuelle :

- elles auront lieu une fois pour chaque candidat ;
- les candidats disposeront de la même durée de visite et suivront le même parcours/circuit de visite ;
- les représentants d'un candidat arrivés en cours de visite ne pourront pas participer ni refaire la visite ;
- le nombre des représentants de chaque candidat pour les visites **est limité à 4** ;
- les candidats se présenteront à la visite de site munis de l'attestation de visite qui sera signée par le représentant de l'Institut de France et leur sera remise. **L'attestation de visite signée sera jointe par le candidat à son offre.**

Les candidats pourront poser les questions relatives à la visite de site sur la plateforme Place (<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>) dans les délais mentionnés

Règlement de la consultation
Travaux de scénographie - Chaaalis

à l'article 5.2 du présent document pour obtenir une réponse anonymisée. Pour respecter le principe d'égalité de traitement des candidats, aucune question posée durant les visites par les candidats individuellement ne pourra recevoir.

ARTICLE 7 : CONVENTION DE PREUVE

Le marché peut être signé par voie électronique qui a la même force juridique que la signature manuscrite. De convention expresse valant convention sur la preuve, les signataires acceptent de signer électroniquement le marché conformément aux dispositions des articles 1366 et suivants du code civil, les signataires s'accordant pour reconnaître à cette signature électronique la même valeur que leur signature manuscrite et pour conférer date certaine à celle attribuée à la signature du présent marché par le service utilisé.

Il est encore rappelé que l'exigence d'une pluralité d'originaux posée par l'article 1375 du code civil est réputée satisfaite pour les contrats sous forme électronique lorsque l'acte est établi et conservé conformément aux articles 1366 et 1367, et que le procédé permet à chaque partie de disposer d'un exemplaire sur support durable ou d'y avoir accès.

ARTICLE 8 : SOUS-TRAITANCE

8.1 Obligations du candidat

Conformément aux dispositions des articles R. 2193-1 et R. 2193-2 du code de la commande publique, si le candidat a l'intention de sous-traiter une partie des prestations, il doit clairement l'indiquer, soit en complétant le formulaire officiel DC4 (déclaration de sous-traitance disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj>), soit en fournissant les renseignements suivants :

- La nature et l'importance des prestations qui seraient sous-traitées,
- Le nom, la raison sociale, le n° SIRET (ou équivalent, pour les sociétés étrangères) et l'adresse du sous-traitant,
- Le lieu d'exécution des prestations sous-traitées,
- Le montant des prestations sous-traitées en euros hors taxes et les conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance,
- Dans le cas d'un paiement direct, la domiciliation bancaire du sous-traitant,
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant.

L'Institut de France se réserve la possibilité de refuser un sous-traitant s'il estime qu'il ne remplit pas les conditions suffisantes pour exécuter les prestations qu'il est envisagé de lui sous-traiter.

8.2 Obligations du sous-traitant

Dans tous les cas, le sous-traitant doit fournir la déclaration prévue à l'article R. 2193-1 du code de la commande publique (soit en signant le formulaire DC4 précité, rubrique k, soit en fournissant par l'intermédiaire du candidat, une déclaration sur l'honneur signée).

ARTICLE 9 : DOCUMENTS À PRODUIRE PAR LES CANDIDATS

9.1 Date limite de réception des offres

La date limite de remise des offres est précisée en page 1 du présent document.

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites qui ont été fixées par l'Institut de France. Les plis reçus hors délais sont irrecevables.

9.2 Remise des candidatures et des offres par voie électronique

Dans le cadre de la présente consultation en application de l'article R. 2132-7 du code de la commande publique, la remise des plis se fait uniquement par voie électronique via le site www.marche-public.gouv.fr.

9.3 Signataire

Pour tout document pour lequel une signature est exigée, cette dernière doit émaner d'une personne habilitée à engager le candidat :

- Le représentant légal de l'entreprise,
- Ou toute personne bénéficiant d'une délégation de pouvoir ou de signature établie par le représentant légal de l'entreprise, transmise à l'appui de la candidature.

9.4 Présentation des candidatures (commun à tous les lots)

Les candidatures sont entièrement rédigées en langue française et doivent obligatoirement contenir les éléments suivants :

- Une lettre de candidature ou l'imprimé DC1 (accessible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>), dûment enseignée ; contenant la déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que ce dernier n'entre pas dans l'un des cas lui interdisant de soumissionner prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-6 du code de la commande publique et mentionnant si le candidat se présente seul ou en groupement en faisant apparaître dans ce dernier cas tous les membres du groupement.

- Si l'entreprise est en redressement judiciaire, joindre la copie du ou des jugements prononcé(s) à cet effet.

A noter : la signature de la lettre de candidature n'est pas requise.

- Une déclaration du candidat ou l'imprimé DC2, accessible à l'adresse indiquée ci-dessus, permettant de s'assurer que le candidat individuel ou chacun des membres du groupement dispose des capacités économiques, financières, professionnelles et techniques suffisantes pour l'exécution du marché.
 - En cas de candidature groupée, il doit y avoir autant de DC2 joints que de membres du groupement.
- L'habilitation donnée au mandataire signée par chaque membre du groupement précisant les conditions de cette habilitation.
- La liste des références pour des travaux de même nature (que le(s) lot(s) pour le(s)quel(s) le candidat soumissionne) exécutés au cours des cinq dernières années précisant la date, le montant, les prestations réalisées et la nature publique ou privée du destinataire
 - La liste sera accompagnée le cas échéant des attestations de bonne exécution des prestations délivrées les clients ou de l'attestation sur l'honneur de bonne exécution établie par le candidat
 - En cas de candidature groupée, il doit y avoir autant de liste et d'attestation que de membres du groupement.
 - Pour le lot 5, la liste précisera les réglages fins de luminaire.
- Certificats de qualification professionnelle et/ou certificats de qualité ou références équivalentes, correspondant aux prestations demandées aux présents lots.
 - Pour le lot 05 - Éclairage, les moyens humains seront assurés par des électriciens qualifiés. Tous les intervenants électriciens doivent être en possession de leur titre d'habilitation pour les travaux d'installation et de pose. Les personnels seront habilités au travail sur les moyens mis en œuvre et devront présenter les habilitations adéquates (CACES ou échafaudage) et les certificats d'assurance responsabilité civile.
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.

Nota bene : Si le candidat le souhaite, il peut transmettre au stade de la candidature, les documents demandés au titre de l'attribution à l'article 12 du présent document.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve demandés ci-

avant s'ils peuvent être obtenus directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique et à condition qu'ils indiquent dans leur dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Modalités de présentation du DUME (facultatif)

Conformément à l'article R. 2143-4 du code de la commande publique, les candidats peuvent choisir de présenter leurs candidatures sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution 2016/07 de la Commission européenne du 5 janvier 2016 établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé.

Pour remplir le D de la Partie III intitulé « Autres motifs d'exclusion pouvant être prévus par le droit interne de l'Etat Membre du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice », les candidats se réfèrent utilement aux motifs d'exclusion purement nationaux qui sont compris dans les articles L2141-1 à L2141-6 du code de la commande publique.

Pour remplir la partie IV intitulée « critères de sélection » (c'est-à-dire, aptitude professionnelle et capacités), les candidats renseignent les éléments attendus au titre du présent article.

Un opérateur économique qui participe à titre individuel et qui ne recourt pas aux capacités d'autres entités pour remplir les critères de sélection doit remplir un DUME.

Un opérateur économique qui participe à titre individuel, mais qui recourt aux capacités d'une ou de plusieurs autres entités, doit veiller à ce que le pouvoir adjudicateur reçoive à la fois son DUME et un DUME distinct contenant les informations pertinentes pour chacune des entités auxquelles il fait appel.

9.5 Interdictions de soumissionner

Le pouvoir adjudicateur applique les dispositions du code de la commande publique relatives aux interdictions de soumissionner obligatoires prévues aux articles L. 2141-1 à L. 2141-6 du code de la commande publique. Lorsqu'un soumissionnaire se trouve, en cours de procédure, en situation d'interdiction de soumissionner, il en informe, sans délai, le pouvoir adjudicateur.

L'Institut de France peut exclure de la procédure de passation du présent marché les personnes qui, par leur candidature, créent une situation de conflit d'intérêts au sens de l'article.

L. 2141-10 du code de la commande publique, lorsqu'il ne peut y être remédié par d'autres moyens.

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, ou un sous-traitant, le pouvoir adjudicateur demande son remplacement dans un délai de dix (10) jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire. À défaut, le groupement, ou le candidat est exclu de la procédure.

9.6 Documents relatifs à l'offre (commun à tous les lots)

Les candidats devront déposer un dossier offre contenant la totalité des pièces ci-dessous pour chacun des lots :

- L'acte d'engagement (pour l'offre de base et le cas échéant les options et PSE) dûment complété ;
- L'annexe financière (cadre de décomposition du prix global et forfaitaire - DPGF) à l'acte d'engagement dûment complétée sans omission ni rectification ;
- L'attestation de visite de site dûment complétée et signée électroniquement ou à défaut manuscritement par le représentant de l'Institut de France ou de l'AMO, groupement STUDIO VASTE SAS ;
- Le cadre de mémoire technique (CMT) pour l'offre comprenant impérativement toutes les réponses du candidat aux sous-critères énoncés pour le critère valeur technique à l'article 11.3 du présent document et permettant de juger l'offre remise.

Le cadre de mémoire technique est une pièce contractuelle du marché ; à ce titre, les informations et dispositions renseignées dans le document engageant contractuellement le Titulaire quant au respect des moyens mis en œuvre pour l'exécution de ses prestations.

ARTICLE 10 : MODALITÉS DE REMISE DES PLIS

Les candidats déposent leur candidature et leur offre, uniquement par voie électronique, sur le profil acheteur de l'Institut de France.

L'Institut de France rappelle que les plis transmis par voie électronique sont horodatés et que tout pli qui parviendrait au-delà de la date et de l'heure limite de dépôt mentionnées dans le règlement de consultation, sera considéré comme hors délai.

Les plis sont rédigés en langue française et doivent contenir obligatoirement les éléments indiqués à l'article 9.4 (en ce qui concerne la candidature) et à l'article 9.6 (en ce qui concerne l'offre) du présent règlement de consultation.

En outre, pour chaque sous-traitant présenté, le candidat devra joindre :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités techniques et professionnelles du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Par ailleurs, les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde, sous format papier ou numérique, dans ce dernier cas elle devra être signée électroniquement ou à défaut manuscritement.

Elle doit être placée dans un pli scellé puis transmise dans les délais de dépôt ou de remise des candidatures et des offres avec les indications suivantes :

NE PAS OUVRIR

**MARCHÉ PUBLIC [désigner l'objet
du marché] – LOT [désigner le numéro
du lot concerné *de 1 à*]**

[Société (raison sociale du candidat)]

**Institut de France
Service juridique
23 quai de Conti
75006 Paris**

Cette copie ne sera ouverte que si la candidature ou l'offre transmise par voie électronique n'est pas parvenue au pouvoir adjudicateur dans les délais de dépôt ou de remise (par exemple : aléas de transmission) ou si elle n'a pas pu être ouverte par ce dernier ou lorsqu'un programme informatique malveillant (ou « virus ») est détecté dans le document électronique transmis par le candidat.

La copie de sauvegarde ne sera, en revanche, pas ouverte si le pouvoir adjudicateur mène, avec succès, la procédure dématérialisée ou si elle arrive hors délai ou lorsque que la candidature ou l'offre dématérialisée n'arrive pas sur la plate-forme et que le candidat n'est pas en mesure d'apporter la preuve qu'il l'avait envoyée dans les délais.

ARTICLE 11 : SÉLECTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Sont tout d'abords écartés, sans être ouverts, les plis arrivés hors délais.

11.1 Sélection des candidatures (commun à tous les lots)

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites qui ont été fixées par l'acheteur public. Les plis reçus hors délais sont irrecevables.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'Institut de France constate que des pièces ou informations dont la présentation est réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes, il peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous. Toute absence de réponse du candidat dans ce délai pour compléter son dossier ou tout dossier ne présentant pas les garanties demandées entraînera le rejet de la candidature conformément à l'article R.2144-7 du code de la commande publique.

En cas de groupement d'entreprises, il est à noter que l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale. Il n'est, en effet, pas exigé que chaque entreprise ait la totalité des compétences requises pour l'exécution de l'accord cadre.

Les candidatures analysées doivent satisfaire aux deux conditions suivantes, conformément aux dispositions des articles R. 2144-1 à R. 2144-7 du code de la commande publique :

- La candidature est recevable en application des articles R. 2143-1, R. 2143-2 et R. 2143-3 du code de la commande publique,
- La candidature est accompagnée des pièces mentionnées à l'article R. 2143-1 du code de la commande publique et des pièces demandées au présent document.

Les candidatures recevables sont examinées pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles et techniques, conformément aux dispositions des articles R. 2144-1 à R. 2144-7 du code de la commande publique et aux documents exigés au titre de la candidature.

Conformément à l'article [R2144-3](#) du Code de la commande publique, la vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles des candidats peut être effectuée à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché. Conformément à l'article R2144-4 du Code de la commande publique, l'acheteur ne peut exiger que du seul candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché qu'il justifie ne pas relever d'un motif d'exclusion de la procédure de passation du marché.

11.2 Délai de validité des offres (commun à tous les lots)

Le délai de validité des offres est fixé à **180 jours** à compter de la date limite de réception des offres initiales.

En cas de négociation, le délai de validité des offres susmentionné court à nouveau (repart) à compter de la date limite de remise des offres négociées.

11.3 Critères de jugement des offres (commun à tous les lots)

Les critères de jugement des offres et leur pondération définis dans le présent article sont identiques pour tous les lots du marché. Ils s'appliquent également à l'ensemble des offres reçues par lot.

En d'autres termes, ces critères de jugement et leur pondération seront appliqués pour chaque lot, à l'ensemble des plis reçus afin de réaliser le classement des offres et déterminer l'attributaire de chaque lot.

Les offres inappropriées, au sens de l'article L. 2152-4 du code de la commande publique, sont éliminées. Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander à tous les soumissionnaires concernés de régulariser leurs offres irrégulières et/ou inacceptables à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Les offres qui n'auront pas été éliminées du fait de leur irrecevabilité, seront examinées à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation et selon les critères de jugement pondérés ci-après.

- Le Critère n°1 « valeur technique » et le critère n°2 « Prix » seront notés comme suit :

Critères	Détail complémentaires	Pondération
Critère 1 : Valeur technique de l'offre décomposée selon les sous-critères suivants :	Les renseignements indiqués dans le cadre de mémoire technique (CMT), joint au DCE, doivent être liés directement à l'objet du marché en répondant précisément aux différents éléments demandés ci-après et ne doivent en conséquence pas être une simple énumération de l'organisation des moyens généraux de l'entreprise.	60 points
<u>Sous-critère 1</u> La qualité de la méthodologie d'exécution présentée sous forme de note de cinq (5) pages recto/verso propre au chantier appréciée au regard des éléments demandés dans la <u>partie A</u> du CMT.		20 points
<u>Sous-critère 2</u> La cohérence des moyens humains et matériels proposés selon les spécificités du chantier appréciée au regard des éléments demandés dans la <u>partie B</u> du CMT.		20 points
<u>Sous-critère 3</u> La qualité et la cohérence du calendrier d'exécution du chantier appréciées au regard des éléments demandés dans la <u>partie C</u> du CMT.		10 points
<u>Sous-critère 4</u> La qualité des mesures de protection du site, des collections, du public et de l'environnement appréciée au regard des éléments demandés dans la <u>partie D</u> du CMT.		10 points
Critère 2 : Prix de l'offre	Les prix seront analysés sur la base du montant global TTC indiqué dans l'acte d'engagement et la DPGF.	40 points

- Les méthodes de notation des critères sont : **Méthode de notation de la valeur technique (pour tous les lots)**

Pourcentage applicable	Nombre de points par rapport au sous-critère	Qualité de la proposition
0	(Pourcentage applicable x nbr de points fixés pour le sous-critère correspondant) / 100	Proposition insatisfaisante
20		Proposition peu satisfaisante
40		Proposition assez satisfaisante
60		Proposition satisfaisante
80		Proposition très satisfaisante
90		Proposition excellente

100	Proposition parfaite
-----	----------------------

Méthode de notation du prix (pour tous les lots)

Le critère n° 2 Prix de l'offre sera noté sur 40 points répartis comme suit :

Sur 40 points au regard du montant global et forfaitaire (TTC) du marché figurant à l'acte d'engagement et sa DPGF. Les options sont intégrées dans l'offre de prix de base pour l'analyse des offres.

Le nombre de points attribué au candidat sera obtenu au moyen de la formule suivante :

$$\text{Note : } \frac{\text{Prix de la proposition la moins élevée TTC}}{\text{Prix de la proposition analysée TTC}} \times 100$$

(*) *Sous réserve que l'offre ne soit pas anormalement basse*

Cette note sur 100 points sera ensuite pondérée à 40% pour obtenir la note finale pour le critère prix.

Conformément aux articles R.2152-1 et R.2152-2 du code de la commande publique :

- Les offres inappropriées sont éliminées sans possibilité de régularisation. Les offres irrégulières ou inacceptables peuvent devenir régulières ou acceptables au cours de la négociation si l'Institut de France décide d'y avoir recours.
- Dans le cas d'offres irrégulières, il sera procédé à une demande de régularisation de l'offre. En l'absence de transmission d'une offre régulière dans le délai imparti, l'offre sera définitivement déclarée irrégulière.
- Dans le cas d'une offre suspectée d'être anormalement basse, il sera adressée une demande de justification des prix au candidat concerné.

11.4 Classement des offres

Pour chaque candidat, il sera procédé à la somme des notes obtenues dans chacun des critères pour le calcul de la note globale de son offre.

Les offres seront classées par ordre décroissant de note finale et le marché sera attribué au candidat qui aura obtenu le plus grand nombre de points.

11.5 Négociation

Conformément aux dispositions de l'article R.2123-5 du Code de la commande publique, après sélection des candidatures, analyse et classement des offres, le pouvoir adjudicateur pourra engager des négociations avec tous les candidats ayant remis une offre.

La négociation se déroulera par écrit.

La négociation ne pourra porter ni sur l'objet du marché ni modifier substantiellement les caractéristiques et les conditions d'exécution du marché telles qu'elles sont définies dans les documents de la consultation.

La négociation sera conduite dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats. Les informations données aux candidats ne pourront être de nature à avantager certains d'entre eux. Le pouvoir adjudicateur ne pourra révéler aux autres candidats des solutions proposées ou des informations confidentielles communiquées par un candidat dans le cadre de la négociation, sans l'accord de celui-ci. La négociation doit conduire le pouvoir adjudicateur et maître d'ouvrage, à choisir l'offre économiquement la plus avantageuse ou le meilleur rapport qualité – prix, sur la base de critères objectifs posés dans le règlement de la consultation.

A l'issue de cette négociation, les candidats devront produire une nouvelle offre dans les délais impartis. A défaut, seule la première offre du candidat sera prise en considération pour l'analyse finale si elle n'est ni irrégulière, ni inacceptable. S'agissant des offres remises après négociation ou, à défaut de nouvelles propositions, le délai de validité des offres est apprécié à compter de la date de remise des offres définitives. Il est précisé à l'article 11.2 susmentionné.

Suite à la négociation, les offres qui resteraient irrégulières ou inacceptables ne seront ni notées, ni classées et seront éliminées conformément aux articles R.2152-1 et 2 du code de la commande publique.

À l'issue de la négociation, l'offre économiquement la plus avantageuse en application des critères sera choisie par le pouvoir adjudicateur.

L'Institut de France se réserve la possibilité d'attribuer le marché sans recourir aux négociations.

ARTICLE 12 : ATTRIBUTION DU MARCHÉ PUBLIC

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché, sous réserve qu'il ne l'ait pas déjà fait au stade de la candidature, devra produire dans un délai de sept (7) jours calendaires à compter de la demande par le pouvoir adjudicateur les pièces suivantes :

- Les pièces mentionnées aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8254-2 à 8254-5 du code du travail dont les certificats fiscaux et sociaux de moins de six (6) mois délivrés par les administrations et organismes compétents, un extrait K, un extrait Kbis, un extrait D1 ou équivalent, Une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243- 1 du code du travail, etc.
- Un avis de situation INSEE,
- Un certificat attestant de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés, délivré par l'association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées si l'attributaire emploie plus de vingt (20) salariés,
- L'attestation d'assurance des risques civils et professionnels, en cours de validité, accompagné des montants de garantie.
- L'attestation d'assurance décennale, en cours de validité, accompagné des montants de garantie,
- Un RIB,
- L'acte d'engagement signé électroniquement ou à défaut manuscritement,
- L'annexe 1 du CCAP sur les données personnelles signée électroniquement ou à défaut manuscritement,
- La DPGF signée électroniquement ou à défaut manuscritement.

Nota bene : Si le candidat le souhaite, il peut transmettre au stade de la candidature (article 9 du présent règlement), les documents demandés au titre de l'attribution.

Si l'attributaire ne produit pas les documents requis, ils seront demandés au candidat classé en seconde position. Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des candidatures recevables ou des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables. Autrement dit, à défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et le candidat sera éliminé. Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations avant que le marché ne lui soit attribué.

Les documents ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française, à défaut ils doivent être accompagnés d'une traduction en langue française.

Ces pièces doivent être produites dans les mêmes délais par chaque membre du groupement, ou sous-traitant dès lors qu'ils sont déclarés dès l'offre.

NB: lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-avant, ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par

l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

Si le cas se présente, il sera exigé du candidat une traduction en français des documents rédigés dans une autre langue qu'il remet en application du présent article.

ARTICLE 13 : PROCÉDURES DE RECOURS

Tout différend relatif à la consultation, notamment à la mise en œuvre du règlement ou à tout engagement pris par les soumissionnaires dans le cadre la consultation, sera tranché en application du droit français et relèvera des juridictions françaises.

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal Administratif de Paris
7 Rue de Jouy, 75004 Paris
Téléphone : 01 44 59 44 00
Télécopie : 01 44 59 46 46
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Précisions concernant les délais d'introduction des recours :

- d'un référé précontractuel, en application de l'article L.551-1 et suivants du code de justice administrative, avant la signature du contrat ;
- d'un référé contractuel, en application de l'article L.551-13 et suivants du code de justice administrative, dans un délai de trente et un (31) jours à compter de la publication de l'avis d'attribution;
- d'un recours en contestation de validité, en application de la jurisprudence du Conseil d'Etat, du 4 avril 2014, Département de Tarn-et-Garonne, n°358994 dans un délai de deux (2) mois à compter des mesures de publicité appropriées notamment de l'avis d'attribution.

Une fois devenu exécutoire, le marché, ainsi que les documents composant la procédure de passation, pourront être consultés par toute personne qui en fait la demande expresse, auprès du service des affaires juridiques et des archives (Marchés Publics) de l'Institut de France, y compris par un candidat évincé, dans les limites fixées par les dispositions du code des relations entre le public et l'administration, et, notamment, dans le respect du secret en matière industrielle et commerciale (art. L. 311-6 du code des relations entre le public et l'administration).

Fin du document